

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 03/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière**

2 rue Juvénal Viellard  
CS 50 603  
90600 Grandvillars

Références : UID257090/SPR/YB/2024-0924A  
Code AIOT : 0005901430

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière implanté 4, rue Juvénal Viellard 90600 Grandvillars. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AUTOMOTIVE FORMER Prépa Matière
- 4, rue Juvénal Viellard 90600 Grandvillars
- Code AIOT : 0005901430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de GRANDVILLARS LISI Automotive Préparation Matière réceptionne des fils d'acier de différents diamètres, en vue d'assurer leur tréfilage (réduction de diamètre, avec opérations de décapage / phosphatation et recuit au sein de fours à atmosphère hydrogène).

Le site de Grandvillars constitue une des plus grandes tréfileries d'Europe avec une capacité moyenne de plus de 75 000 tonnes.

L'activité du site de Grandvillars consiste en le traitement de fils métalliques afin d'obtenir la qualité métallurgique des fils mis en œuvre ensuite par les procédés de transformation des différents sites Lisi Automotive (en particulier les sites de Delle, Dasle et Melisey).

Actuellement, les installations de l'établissement LISI AUTOMOTIVE FORMER sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 200902130289 du 19 février 2009.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.4	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.2.	Sans objet
2	PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.3.	Sans objet
4	coNSIGNEs DE sÉcURITÉ	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.5.	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/12/2011, article 7.6.8.1.	Sans objet
6	Implantation	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 8.10.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra vérifier la possibilité de réaliser un nouvel exercice incendie sur l'année 2025 en prenant contact avec les services du SDIS90.

L'exploitant devra fournir le registre des vérifications annuelles réalisées au niveau des prises d'eau sous le délai maximal de 3 mois compté à réception du présent rapport et vérifier (ou faire vérifier par le SDIS) les niveaux de débit et pression disponibles au niveau des cannes d'aspiration à l'occasion du prochain exercice incendie sur l'année 2025.

Les lieux de stockage des émulseurs et la pertinence de leur utilisation en cas d'incendie au niveau

de la zone décaperie et traitement de surface devront être vérifiés.

En outre la date de validité des performances de l'émulseur actuellement stockés sur le site devra également être vérifiée.

L'exploitant devra également réaliser une étude des besoins en eaux d'extinction incendie du site en application des principes figurant dans la note D9 afin de préciser les volumes et débits nécessaires, l'organisation des points de fourniture en eau d'extinction et préciser également les natures des produits d'extinctions adaptés.

Cette étude devra être fournie sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection il est apparu que le site n'est pas équipé de RIA ou d'un dispositif d'extinction automatique du type sprinklage. Le site comporte essentiellement des extincteurs à eau, poudre ABC et CO2. Les signalisations des présences extincteurs sont en place.  L'exploitant a défini les modalités de contrôle des moyens d'intervention et la périodicité des contrôles dans des documents spécifiques. Un suivi est réalisé au travers d'un registre électronique. A noter en particulier l'intervention réalisée le 31/07/2023 par la société DESAUTEL pour la vérification des extincteurs (sans mise en évidence d'écarts notables sur la conformité de ces matériels).  L'exploitant nous a fait parvenir le rapport de contrôle correspondant après la réalisation de l'inspection.  Le dernier exercice incendie réalisé sur le site date de l'année 2022.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra vérifier la possibilité de réaliser un nouvel exercice incendie sur l'année 2025 en prenant contact avec les services du SDIS90.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle Adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des EPI pour le personnel formé à l'intervention (équipe de première intervention) et ces matériels font l'objet d'un suivi formalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La défense incendie de l'établissement est assurée au moyen de colonnes d'aspiration normalisées capables de fournir 210 m3/h pendant 2 heures. Ces prises d'eau sont accessibles en tout temps aux véhicules de lutte incendie et situées à proximité de l'établissement. Elles font l'objet de vérifications annuelles. Les résultats de ces vérifications sont consignés dans Un registre prévu à cet effet.</p> <p>En outre, les colonnes d'aspiration de l'établissement doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre le prélèvement d'eau dans le canal usinier (canal de dérivation de l'Allaine) et dans le puits de captage de la société,</li> <li>- faire l'objet d'une signalisation très lisible, être constituées de matériaux rigides et placées à demeure,</li> </ul>

-être équipées dans leurs parties supérieures d'un demi raccord DN100 permettant d'établir une jonction avec les  
aspiraux des engins de lutte incendie,  
-comporter dans leurs parties inférieures une crépine maintenue à 80 cm au dessous du niveau le plus bas de  
la surface des eaux,  
-posséder une aire de mise en station des engins (4m x 8) matérialisée au sol et aménagée de façon à ce que  
ces derniers ne puissent, en cas de fausse manœuvre, tomber à l'eau.

Ces installations sont complétées par :

- une réserve en émulseur de capacité 1200 litres adapté aux produits présents sur le site, pour assurer l'extinction des ateliers de traitement de surface et de décaperie,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières inflammables et combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques  
Identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

### **Constats :**

Les prises d'eau d'extinction incendie dans le canal usinier passant sur le site et dans le puits de captage sont matérialisés par la présence de panonceaux spécifiques aisément repérables.  
Les aires de mise en station des engins au niveau des cannes d'aspiration sont matérialisées au sol ainsi qu'au travers de panneaux spécifiques.  
Chacune des cannes d'aspiration est équipé d'une prise de raccordement en DN100 (installées à 'hauteur d'hommes ») et d'une partie plongeante crépinée.  
A noter que le site ne comporte pas de réserve incendie spécifique du type bâche à eau.

L'exploitant devra fournir le registre des vérifications annuelles réalisées au niveau de ces prises d'eau et vérifier (ou faire vérifier par le SDIS) les niveaux de débit et pression disponibles au niveau de ces cannes d'aspiration.

A signaler que cette vérification doit être réalisée sous la compétence de l'exploitant, la commune ayant précisé que ces dispositifs sont situés sur le domaine privé.

A noter également que l'exploitant ne dispose pas de moyens propres de pompage au niveau des cannes d'aspiration et que par conséquent seuls les moyens d'aspiration et de mise en pression par les matériels embarqués utilisés par le SDIS seront utilisables en cas de sinistre.

Il conviendra par conséquent que l'exercice incendie mentionné plus haut, à réaliser sur l'année 2025, soit effectué en collaboration avec le SDIS.

L'exploitant dispose également sur le site de réserves d'émulseurs (Finopol) pour une quantité totale de 1200 litres (1000 litres en récipient du type GRV et 200 litres en bidon).  
Leur lieu de stockage apparaît cependant peu pertinent pour permettre leur mise en œuvre (par les moyens du SDIS) en cas d'incendie au niveau de la zone décaperie et traitement de surface.  
A signaler en outre que la date de validité des performances de l'émulseur devra également être vérifiée.

Une réserve de sable est présente sur le site et le plan des locaux, fourni, est à jour.

85 personnes sont actuellement formées à l'intervention incendie (avec session de recyclage annuel par les sociétés Desautel et Frederic Maurice), soit 1/3 du personnel formé afin de permettre de disposer d'au moins une personne formée sur chaque poste.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra fournir le registre des vérifications annuelles réalisées au niveau des prises d'eau sous le délai maximal de 3 mois compté à réception du présent rapport et vérifier (ou faire vérifier par le SDIS) les niveaux de débit et pression disponibles au niveau des cannes d'aspiration à l'occasion du prochain exercice incendie sur l'année 2025.

Les lieux de stockage des émulseurs et la pertinence de leur utilisation en cas d'incendie au niveau de la zone décaperie et traitement de surface devront être vérifiés.

En outre la date de validité des performances de l'émulseur actuellement stockés sur le site devra également être vérifiée.

Ces éléments devront être fournis sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport.

L'exploitant devra également réaliser une étude des besoins en eaux d'extinction incendie du site en application des principes figurant dans la note D9 afin de préciser les volumes et débits nécessaires, l'organisation des points de fourniture en eau d'extinction et préciser également les natures des produits d'extinctions adaptés.

Cette étude devra être fournie sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : coNSIGNEs DE sÉCuRITÉ**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 7.6.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du

<p>présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a rédigé un ensemble consignes et procédures visant à encadrer la réalisation d'opérations pouvant présenter des risques pour la sécurité et l'environnement (permis de feu, dépotage gaz...) En particulier une consigne précise la gestion à assurer au niveau du confinement sur site des eaux d'extinction par actionnement de la vanne de fermeture du bassin correspondant et de contrôle de la qualité des eaux stockées. Des tests périodiques sur l'application de ces consignes sont menés par l'exploitant et l'ensemble des fiches rédigés sont consignées dans un registre spécifique. Les dates de rédaction et de mises à jour des fiches (consignes et procédures) sont mentionnées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/12/2011, article 7.6.8.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées</p>

<p>pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Le volume de ce bassin est au moins égale à 427 m3.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'un bassin de collecte et de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Ce bassin est muni d'une vanne de fermeture (à commande manuelle) afin d'empêcher le rejet des eaux collectées dans le bassin vers le milieu naturel.</p> <p>Un test périodique du fonctionnement de la vanne est réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra vérifier le volume de rétention des eaux d'extinction nécessaires sur le site en relation avec le calcul des besoins en eaux d'extinction demandé plus haut.</p> <p>Cette vérification sera réalisée en application des principes de la note D9A.</p> <p>Cette étude devra être fournie sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Implantation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 8.10.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le stockage sous auvent, à 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment,</li> <li>- pour le bâtiment abritant les installations d'emploi, à 5 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment.</li> </ul> <p>Les distances de 8 à 5 mètres entre le bâtiment et le stockage de récipients d'hydrogène gazeux ne sont pas exigibles s'ils sont séparés par un mur plein sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du stockage par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure, d'une largeur minimale de 3 mètres en projection sur un plan horizontal. Ce mur doit être prolongé de part et d'autre et du côté du stockage par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et</p>

<p>coupe-feu de degré 1 heure, d'une hauteur de 3 mètres et d'une longueur de 2 mètres au moins.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage actuel d'hydrogène sur le site est réalisé en respectant les distances d'éloignement prescrites.</p> <p>Ce stockage consiste en bouteilles, prises en 8 cadres, avec un stockage tampon d'une capacité de 25 kg, pour un total présent sur le site de 294 kg d'hydrogène.</p> <p>Le projet consistant à fabriquer l'hydrogène, par électrolyse, est en cours de finalisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>